

CORONAVIRUS

tests L'objectif des 25.000 en passe d'être atteint mais l'avenir reste incertain sur le terrain

La Belgique est en capacité de tester plus de 25.000 personnes par jour, l'une des conditions du déconfinement. Mais il reste des interrogations chez pratiquement tous les acteurs concernés. Sans parler du flou autour des tests sérologiques qui indiquent l'immunité et ne sont toujours pas utilisés.



MAXIME BIERMÉ

Un petit miracle mais encore beaucoup de questions... Voilà comment un acteur très bien placé résume la situation de la Belgique au niveau du testing du coronavirus. La Première ministre, Sophie Wilmès (MR), avait fixé le cap des 25.000 tests par jour comme l'une des conditions principales du déconfinement. Roulement de tambour... Oui, théoriquement, on y est. Et même depuis un certain temps. À en croire les chiffres officiels, le cap des 20.000 tests réalisés en une journée aurait été franchi depuis le 30 avril. Très critiqué ces derniers jours, Philippe De Backer (VLD) peut sourire et cocher la petite case « mission accomplie ». Il peut désormais se concentrer sur la tâche suivante : augmenter la capacité à 45.000 tests. Aucune raison de souhaiter qu'ils soient nécessaires, mais rassurant en cas de potentielle seconde vague de contamination pendant le déconfinement.

Nouvelles règles

De la capacité supplémentaire, il en fallait absolument car les règles du testing changent avec le début du déconfinement ce 4 mai. Les critères autorisant un test (et donc son remboursement) viennent d'être élargis à « toute personne présentant des symptômes grippaux » et, en bonus, la perte du goût ou de l'odorat. Jusqu'ici, pour soulager les hôpitaux, les tests PCR (qui permettent de dire si on est atteint du Covid-19 via un prélèvement dans le nez) étaient réservés au personnel soignant, aux personnes symptomatiques hospitalisées et aux maisons de repos. Le test devient désormais accessible à tout cas suspect sur simple prescription médicale électronique.

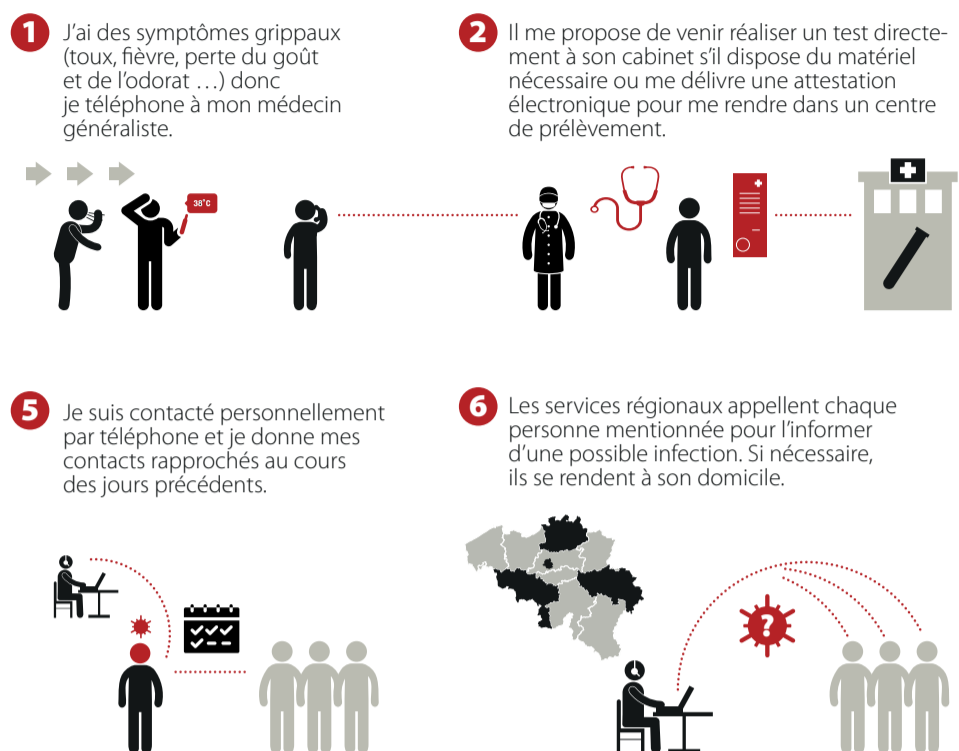
L'élargissement des critères implique la mise en place d'une nouvelle logistique considérable sur le terrain. Après beaucoup de stress ces dernières heures et l'implication de l'armée, on entrevoit seulement le bout du tunnel. Les médecins généralistes par exemple sont encore inquiets. Depuis ce lundi, ils peuvent tester directement dans leur cabinet. La plupart ne le feront pas, faute de matériel de protection suffisant. Des généralistes qui ont l'impression

qu'on attend beaucoup d'eux, sans que les ministres De Block ou De Backer donnent en retour. Beaucoup reprochent des annonces « à la dernière minute », avec trop peu de consultation, tout en reconnaissant souvent dans la foulée qu'ils ne sont pas vraiment aidés par la complexité du système belge

Tour de chauffe

Résultat de ce manque de matériel, et de considération, les personnes qui contactent leurs médecins car elles pensent avoir le coronavirus seront généralement renvoyées vers des centres de prélèvement. Il y a en aura une trentaine en Wallonie et une dizaine à Bruxelles, contre nonante en Flandre. Tous ne seront pas opérationnels dès ce lundi, encore une fois faute de matériel ou de personnel suffisant. « Pas si grave », selon les spécialistes qui voient cette semaine comme un tour de chauffe permettant un top départ optimal le 11 mai, jour de réouverture des magasins.

Les tests et le traçage pour briser les chaînes de transmission



Les tests réalisés dans les centres de tri seront renvoyés vers la plateforme mise en place par le fédéral sous l'autorité de la KUL. La même qui a géré les 200.000 tests dans les homes via des analyses réalisées dans des grandes firmes pharmaceutiques comme GSK. Il reste toutefois des craintes sur la capacité de ces entreprises à trouver le personnel suffisant pour suivre le rythme. On a longtemps manqué de volontaires pour manipuler les échantillons ultra-contagieux et Philippe De Backer a annoncé qu'il faudrait probablement encore augmenter la cadence. Ce manque expliquerait l'allongement du délai d'attente des résultats. Selon un rapport dont *Le Soir* a pu prendre connaissance, ils atteignent parfois jusqu'à 5 jours. Or, un « traçage » effectif (lire par ailleurs) passe nécessairement par une disponibilité des résultats dans les 24 heures.

Encore des craintes

À la liste des craintes, on ajoutera les la-

accords professionnels Des mesures adaptées, secteur par secteur ou entreprise par entreprise



ÉRIC RENETTE

Retour au travail pour environ 700.000 personnes, ce 4 mai. Une partie d'entre elles va rejoindre les nombreux travailleurs qui goûtent déjà aux avantages et contraintes du télétravail depuis plusieurs semaines. Un télétravail qui reste la recommandation là où c'est possible. Pour les autres, ce sera un retour physique à l'entreprise, à l'atelier, à l'usine ou au bureau pour des activités sans contact direct avec les clients.

Autorités fédérales et partenaires sociaux ont édité un « guide générique » des mesures à observer : port du masque, mesures d'hygiène, organisation des vestiaires ou des postes de travail, nettoyage des lieux...

La semaine dernière, syndicats et fédérations patronales ont tenté d'adapter ces mesures à la sécurité et la santé des travailleurs secteur par secteur. Avec des résultats variables. Soit en arrivant à un « accord sectoriel » valable pour toutes les entreprises du secteur, soit en privilégiant les « protocoles d'entreprise » quand les négociations se révélaient plus spécifiques à chaque entreprise. En cas de non-accord, les mesures du guide générique restent le minimum à respecter. Il paraît encore compliqué de dresser



Le télétravail reste la recommandation là où c'est possible.

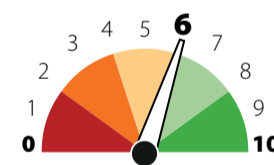
© PHOTO NEWS.

la liste des secteurs ou des entreprises où un accord a été obtenu. « On a des prémisses d'accord dans la distribution mais il nous reste une semaine pour discuter, pour les titres-services ça reste difficile » détaille Nicolas Deprets (FGTB). « Il y a un accord dans l'alimentaire, dans le textile, les assurances, la construction mais uniquement avec la FGTB et sur les grandes lignes avec Comeos (commerces et services). Pour le transport et la logistique, la métallurgie et Agoria, il n'y a pas d'accord. » détaille Kris De Meester (FEB). « Ça coince souvent sur la manière de garantir 1,5 m entre travailleurs. »

Cinq accords officiels

« Dans la construction, nous ne sommes pas d'accord sur les mesures de transport du personnel jusqu'au lieu du chantier mais on doit en reparler cette semaine, nuance Olivier Valentin (CGSLB). Et il y a des secteurs, comme la chimie, où on a toujours continué à travailler, ça ne pose pas les mêmes questions. Par contre pour le gardiennage, les discussions sont toujours en cours. Jusqu'ici, officiellement, sur le site du SPF Emploi, il n'y a que cinq accords sectoriels qui sont recensés (textile, garage et travail du métal, secteur électrotechnique, transport et logistique, convention traditionnelle des employés/cp200). » Les partenaires s'accordent pour dire que « les choses vont remonter » et qu'ils y verront plus clair au cours de la semaine. Sachant que celui qui ne respecterait pas, au minimum, le guide générique, serait rapidement signalé à l'inspection du travail.

communication Une campagne pour le retour (progressif) à



MARTINE DUBUISSON

Comme recommandé par les experts, les phases de déconfinement s'accompagneront, comme durant le confinement, d'une campagne de communication à destination du public. Baptisée « Partagez les bons réflexes, pas le virus », une première action avait été organisée par les autorités via des spots radio, télé et sur les réseaux sociaux, des bannières sur internet et des affiches. Une campagne coordonnée par la chancellerie du Premier ministre, avec le SPF Santé et le Centre de crise, les supports étant réalisés par l'agence MortierBrigade, qui s'ajoute au site www.info-coronavirus.be ou au numéro d'appel 0800/14.689.

Mais puisque l'on passe ce 4 mai à la première phase du déconfinement, une nouvelle étape s'impose dans cette campagne vers le public. Il s'agit, explique Benoît Ramacker, porte-parole du Centre de crise, « d'accompagner les gens, en leur fournissant les consignes pour que chacun puisse reprendre la vie la plus normale possible, professionnellement, familialement et personnellement, en expliquant ce qu'elle peut faire et pas faire et quels comportements adopter. »

À partir de ce lundi, ce sont « des actions sur le port de masque (quels types,